

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 23/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)

Avenue du 11 Novembre 1918
45300 Pithiviers

Références : VAT
Code AIOT : 0010013356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2) implanté Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 22/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORGAPHARM consolidé (sites 1 et 2)
- Avenue du 11 Novembre 1918 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010013356
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Les activités exercées par la société ORGAPHARM dans son établissement de Pithiviers sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2017. Le site actuel est issu de la fusion des sites OGP1, dont les activités sont réglementées par l'AP du 18/01/2011, et OGP2, dont les activités sont réglementées par l'AP du 17/02/2000.

L'établissement ORGAPHARM est soumis à autorisation pour les rubriques 1434-2, 1450-1, 2620, 2915-1a, 3410 - a à h et j, 3450, 4001, 4110-1a, 4110-2a, 4130-2a, 4331-1, 4710-1, et 4716-1.

Il est également classé Seveso seuil bas par règle de cumul concernant les dangers pour la santé, les dangers physiques et les dangers pour l'environnement, en application de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

L'établissement est également soumis aux dispositions de la directive du 24 novembre 2010 dite « IED ». Le site relève des rubriques 3410 et 3450 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pour les installations OGP1, l'inspection a souhaité avoir la garantie de la vérification de l'ensemble des liaisons équipotentielle (dernière mise à jour du DRCPE en 2020). Or, l'étude technique foudre et l'identification de l'ensemble des liaisons équipotentielle n'étaient pas disponibles. [nota : par manque de temps, l'item "contrôle d'une production" et des locaux (FA2 visé, contrôle des équipements et liaisons équipotentielles en zone ATEX), n'a pu être réalisé].

L'exploitant doit être en mesure de justifier du contrôle de l'ensemble des liaisons équipotentielles et de la continuité des conducteurs de protection et des liaisons équipotentielles (exploitation de l'étude technique foudre, récolement avec les zones ATEX et position des différents bâtiments).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 3 | Protection contre le risque foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 5 | Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 6 | Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 7 | Formation du personnel | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 8 | Procédure dépotage | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 | Demande d'action corrective | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.3.3 | Sans objet |
| 2 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Sans objet |
| 4 | Protection contre le risque foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2011, article 7.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques (OGP1) |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...].</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...].</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...].</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Vérification des installations électriques</u></p> <p>L'inspection a examiné les deux rapports Q18 suivant.</p> <p>N° de rapport : 103483.01.62.23.Q.001. ELAR.001 Date du contrôle 24/07/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 06/10/2023 29 écarts dont 21 relatifs aux BAES. Toutefois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion sont incomplets; - absence de réalisation d'une vérification initiale sur les nouvelles installations du dépoussiéreur entre FA1 et FA2 et l'adéquation du matériel ATEX (selon l'exploitant, absence de mise en service). <p>N° de rapport : 201425.01.62.23.E.001.ELAR.001 - KYRAPHARM</p> |

Date du contrôle 11/09/2023
Date d'émission : 09/10/2023
1 écart relatif aux BAES.

Les 2 rapports Q18 délivrés suite aux contrôles des installations électriques concluent au fait que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

L'ensemble des dispositifs différentiels a fait l'objet d'une opération de contrôle du 20 au 22 mars 2023 et les 24 et 25 mars 2023.

Absence d'écart relevé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques (OGP2)

Prescription contrôlée :

A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...].

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente. [...].

D. [...]. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. [...].

Constats :

Vérification des installations électriques

L'inspection a examiné les deux rapports Q18 suivant.

N° de rapport : 103483.04.62.23.E.001.ELAR.001 – bâtiment aérosols + local Sprinkler Date du contrôle 12/06/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 04/08/2023 4 écarts relatifs aux BAES. Toutefois : - la déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion sont incomplets ; - dans les zones et locaux inutilisés (bâtiment AEROSOLS RDC) les mesures de continuités n'ont pas été réalisées, ils devront faire l'objet de vérification initial lors de leurs remises en service - l'examen hors tension des cellules HT n'a pas été effectué

N° de rapport : 103483.04.62.23.E.001.ELAR.009 – air comprimé - Azote Date du contrôle 12/06/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 04/08/2023 - absence de déclaration de zone à risques => zones retenues => zones Azote et HT.

N° de rapport : 103483.04.62.23.E.001.ELAR.0010 – bâtiment IRM Date du contrôle 12/06/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 04/08/2023 1 écart relatif aux BAES. Toutefois : - absence de déclaration de zone à risques

N° de rapport : 103483.04.62.23.E.001.ELAR.0011 – bâtiment Chimie 4

La chimie 4 possède trois bâtiments :

- 1 bâtiment à simple rez-de-chaussée comprenant le local électrique et l'auvent de la pompe à vide.

- Le bâtiment chimie 4 à R + 1 ; fabrication de produits de synthèse.

- Le local skid R9.

Date du contrôle 12/06/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 04/08/2023 2 écarts relatifs aux BAES. Toutefois : - la déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion sont incomplets ; - En l'absence de mise en sécurité des zones ATEX identifiées dans le DRPCE, les mesures de continuité nécessaires à la vérification n'ont pas été réalisées.

N° de rapport : 103483.04.62.23.E.001.ELAR.0012 – bâtiment Chimie Date du contrôle 12/06/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 04/08/2023 20 écarts, dont : - 13 BAES ; - 3 sur le filtre lisseur ; - coupure d'arrêt général du chimie 2, 1er étage ne coupe pas tous les réseaux ; - 2 écarts relatifs à l'incomplétude des schémas ; - 2 écarts liés à l'absence de conformité du câble à la zone d'implantation ; Toutefois :- en chimie 2 et 3, en l'absence de mise en sécurité des zones ATEX identifiées dans le DRPCE, les mesures de continuité nécessaires à la vérification n'ont pas été réalisées ; - en chimie 4, bien que prévu au contrat, le Document relatif à la protection contre le risque d'explosion (DRPCE) ne nous a pas été transmis ce qui n'a pas permis de mener complètement à bien notre mission. (P) Nous avons identifié des matériels supplémentaires en zone ATEX qui ne sont pas répertoriés dans le DRPCE. Procéder à sa mise à jour => pas de contrôle des mises à la terre / liaisons équipotentielles.

N° de rapport : 103483.04.62.23.E.001.ELAR.0013 – bâtiment Ret D et House Date du contrôle 12/06/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 04/08/2023 27 écarts. Certains locaux inutilisés n'ont pas fait l'objet de vérification (laboratoire B26,B24,B25,dentaire,bureaux coté laboratoire B25, salle chambres stabilisées, bureaux et laboratoires micrologie au fond, club house, animalerie et bureau informatique).

N° de rapport : 103483.04.62.23.E.001.ELAR.0014 Date du contrôle 12/06/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 04/08/23 34 écarts dont 19 relatifs aux BAES et 6 au défaut de schémas, surcharge des chemins de câbles, etc...

N° de rapport : 103483.04.62.23.E.001.ELAR.0015 Date du contrôle 12/06/2023 au 31/07/2023 Date d'émission : 04/08/23
1 écart (BAES).

Les 8 rapports Q18 délivrés suite aux contrôles des installations électriques conclut au fait que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

| |
|--|
| L'ensemble des dispositifs différentiels a fait l'objet d'une opération de contrôle les 3, 4, 16 au 18, 22, 23 et 25 août 2023 |
| Absence d'écart relevé. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| - |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Protection contre le risque foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre - ARF |
| Prescription contrôlée : [...]. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. |
| Constats : La seconde version de l'étude de dangers consolidée, suite à la fusion des deux entités, a été transmise en 2020. L'analyse risque foudre n'a pas été mise à jour depuis. Absence de mise à jour de l'Analyse du Risque suite à la remise de l'Etude de Dangers. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adresse l'analyse du risque foudre, de l'étude technique foudre et la notice de vérification établies suite à la remise de l'étude de dangers. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 4 : Protection contre le risque foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre (OGP1 et 2) |
| Prescription contrôlée : [...]. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification |

| |
|---|
| <p>complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...].</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...].</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Transmission des deux derniers rapports de contrôle des dispositifs de protection contre le risque foudre. Les installations sont déclarées conformes.</p> <p>Les paratonnerres implantés pour protéger les installations OGP2 ne sont pas testables, seule l'intégrité visuelle du paratonnerre peut être vérifiée. Suite à la mise à jour de l'ARF et de l'ETF, ces PDA devront être remplacés.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Etat des stocks

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail le 05/04/24 l'état des stocks arrêté à la date du 05/04/24. L'analyse des produits/substances/mélanges stockés est versée dans la partie confidentielle du rapport de visite. Cette analyse et un contrôle par échantillonnage des matières et substances présents le jour de la visite permet de dresser le constat suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> . Concernant la rubrique 1630, l'état des stocks n'avait pas été mis à jour (consommation de lessive de soude au droit des installations de traitement des effluents aqueux). . Concernant la rubrique 4610, le jour de la visite, objet du présent rapport, le stock s'élevait à 4.416 tonnes (seuil du régime de la déclaration : 10 tonnes). Pour mémoire, au titre de la règle du cumul, ce stock n'a pas de conséquences. <p>Pour ces deux rubriques, les volumes indiqués sont inférieurs au seuil de déclaration. Ainsi, <u>le non-</u></p> |

respect des seuils fixés par arrêté préfectoral n'a pas d'impact sur le classement de l'établissement ni sur le régime des activités.

. Concernant la rubrique 4140-2, avec un stock de 11,41 tonnes le 05/04/24, l'activité relevait du régime de l'autorisation, alors que l'activité est simplement déclarée par l'exploitant pour une quantité de 5t (seuil autorisation = 10 tonnes).

Des mesures correctives ont été prises avec un transfert pour une partie du stock vers une autre usine du groupe et un stockage au sein d'une plate-forme logistique d'autre part. Le jour de la visite, objet du présent rapport, le stock de produits/mélanges/substances relevant de la rubrique 4140-2 s'élevait à 4.413 tonnes, soit un stock inférieur à 5 tonnes.

. Sous l'item matières combustibles, tous les combustibles sont repris, dont les liquides de point d'éclair compris entre 60 et 93° C. Ces produits/matières/substances relèvent de la rubrique 1436 et ne doivent pas être classés sous la classe NC par défaut. Ainsi, l'analyse de l'ensemble des produits identifiés comme non-classés doit être reprise.

L'exploitant a confirmé l'absence de stock d'hydrogène et d'oxygène sur site et le fait que les utilités (classable sous une rubrique ICPE) n'avaient pas été versées dans l'état des stocks. L'ensemble des déchets doit également être intégré.

Par transmission du 16/04/24, l'exploitant a adressé un état des stocks consolidé à l'inspection des installations classées. Dans cette version :

- l'intégration des utilités (acétylène, azote liquide) est effective ;
- l'identification des produits précédemment "non classé" mais classables sous la rubrique 1436 sont clairement identifiés ;
- l'intégration des produits relevant de la rubriques hydrocarbures 4734.2 est effective ;
- l'intégration des déchets est effective ;
- un onglet (TCD) a été créé afin de suivre l'état des stock, au regard des seuils ICPE, permettant d'identifier une problématique de dépassement de seuil. Enfin, lors de cette transmission, l'exploitant a confirmé une prise de rendez-vous avec le fournisseur de l'ERP. L'objectif est de développer une option sur la projection des stocks, au regard des différents seuils ICPE, avant de passer commande d'un produit/substance/mélange/matière.

Un contrôle des stocks entreposés dans la bâtiment 15 a été réalisé. Les emplacements 15QMP, 15A11 et 15C21 ont été contrôlés.

Les produits identifiés comme stockés dans l'emplacement :

- 15QMP sont stockés dans les emplacements 15A31, 15A32 et 15A21 (quantité conforme) ;
- 15A11 sont stockés dans les emplacements 15B11, 15B21, 15B31 et 15B32 (présence de 125 kg en plus par rapport au 6 075 kg mentionnés dans l'état des stocks);
- 15A11 sont stockés dans l'emplacement 15A11 (quantité conforme) ;
- 15C21 sont stockés dans l'emplacement 15C21 (quantité conforme).

Absence de tenue à jour d'un état des stocks complet. Il appartient à l'exploitant de définir correctement les paramètres lui permettant d'assurer la production d'un état des stocks complet (mentions de dangers, classement ICPE ou non, matières dangereuses ou non, intégration des déchets, des utilités...).

Absence de corrélation entre le plan des stockages et la réalité de ces derniers.

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet les modalités définies pour assurer la concordance entre l'état des stocks papier et l'état des stocks physique. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 6 : Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Procédures concourant à la maîtrise des risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. |
| Constats : Lors de la transmission de l'état des stocks, le 29 mars 2024, le stockage de produits/mélanges/substances relevant de la rubrique 4140-2 conduisait au classement de l'activité sous le régime de l'autorisation, avec un stock de 11,41 tonnes, alors que l'activité est simplement déclarée par l'exploitant. Des mesures correctives ont été prises avant la visite d'inspection pour repasser à un stock inférieur à 5 tonnes. L'inspection a interrogé l'exploitant sur les barrières prévues pour garantir le respect des seuils fixés par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017. L'exploitant a indiqué que la solution initiale portait sur un développement de l'ERP X3. Le jour de la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué avoir besoin d'un délai porté au 31/12/24 pour consolider une solution permettant de croiser les données stocks/déchets/commandes permettant de s'assurer du respect des conditions d'exploitation. Absence de mesure active permettant de garantir l'absence de dépassement d'un seuil fixé par la nomenclature des installations classées ou une quantité/volume fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017. L'inspection rappelle par ailleurs que l'exploitant est tenu de s'assurer du respect des conditions de stockage (volume, localisation...) définies dans son étude de dangers et ayant servi à l'évaluation des risques générés par l'établissement et au dimensionnement des moyens de prévention et protection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet l'échéancier des actions prévues pour garantir l'absence de dépassement d'un seuil fixé par la nomenclature des installations classées ou une quantité/volume fixé par l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017 (cahier des charges, programmation, test, mise en service, etc...). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |

| |
|----------------------------------|
| Proposition de délais : 60 jours |
|----------------------------------|

N° 7 : Formation du personnel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel |
|---|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

| |
|-------------------|
| Constats : |
|-------------------|

Le personnel de la société de gardiennage intervient dans le cadre de la mise en route des moyens prévus dans le cadre de la stratégie incendie.

L'inspection a souhaité contrôler que l'ensemble du personnel mis à disposition par la société était réellement formé.

L'exploitant a présenté le registre des personnels formés (1 le 22/04/22 et 2 le 07/10/22) mais n'a pas été en mesure :

- de présenter la liste des personnels présents depuis 2022 ;
- de justifier que seuls les 3 personnels formés ont assuré le gardiennage des installations.

L'exploitant en justifie pas de la formation du personnel de la société de gardiennage (à la manœuvre des moyens d'extinction prévus par la stratégie incendie ; déclaration autonomie).

L'exploitant ne justifie pas de la définition de mesures en cas de présence d'un personnel non formé (absence de dernière minute, etc...).

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
|--|

L'exploitant transmet :

- la liste des personnels de la société de gardiennage ayant assuré la surveillance des installations depuis début 2022 ;
- les mesures définies pour compenser la mise à disposition par la société de gardiennage d'un personnel non formé.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
|---|

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
|---|

| |
|---|
| Proposition de délais : 30 jours |
|---|

N° 8 : Procédure dépotage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Procédure dépotage |
|---|

| |
|---------------------------------|
| Prescription contrôlée : |
|---------------------------------|

| |
|--|
| L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. [...]. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare que les situations orageuses sont gérées par expériences (hydrogénation, dépotage des liquides inflammables).</p> <p>L'exploitant n'a pas défini la procédure encadrant les activités de dépotage d'inflammables et d'hydrogénation en période d'orage (arrêt de l'activité, à partir de quel moment, etc..)</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les modalités organisationnelles définies pour gérer les activités en période orageuse (différents seuils d'alerte corrélés à la mise en sécurité progressive des installations).</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |